

Les organisations non gouvernementales, actrices ou sujets du droit international public ?

Une organisation non gouvernementale est une **association d'initiative privée présentant une certaine permanence**. Elle ne repose pas sur un traité international, mais sur un **pacte associatif**. Elle regroupe des personnes privées et/ou des personnes publiques, physiques ou morales, de diverses nationalités, **à l'exclusion de tout État**.

Elle a pour objectif d'infléchir ou de corriger l'action des États, en agissant comme un moyen de pression. Ses activités sont toujours à **but non lucratif**.

→ La reconnaissance internationale

→ Absence de statut international

- Elles ne peuvent être qualifiées de sujets de droit international public
- Mais, elles sont des **actrices** majeures dans les relations internationales.
- Elles sont régies par le droit interne de l'État qui les crée : l'État où se situe leur siège. C'est la **nationalité des organisations non gouvernementales**.
- Elles doivent obtenir une autorisation pour agir sur le territoire d'autres États : **principe de précarité des États**.

→ Absence de personnalité juridique

- Seule la convention européenne sur la reconnaissance de la personnalité juridique des organisations non gouvernementales du 24 avril 1986 reconnaît cette personnalité juridique. Mais, elle n'a été ratifiée que par 12 États dont la France.
- De plus, il faut remplir certaines conditions pour acquérir cette personnalité juridique. Donc, le principe est toujours celui de l'absence de personnalité juridique.

Les organisations non gouvernementales, actrices ou sujets du droit international public ?

Rôle consultatif et actions

Les organisations non gouvernementales mènent des **actions directes sur le terrain**, parfois dans **l'urgence** (guerre, famine, catastrophes naturelles). Mais, elles agissent aussi sur le **long terme**.

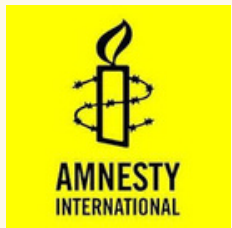
Au niveau juridique, elles mènent des **actions de lobbying** (contre-pouvoir). Elles peuvent par exemple donner des suggestions en tant qu'entité consultative dans des organisations internationales.

Financement de ces organisations

Elles sont financées essentiellement par des **dons** faits par les particuliers et éventuellement par des **subventions publiques** de la part des États, des organisations internationales, des collectivités territoriales...



Créée en 1979, elle a son siège social à Paris. Elle est donc régie par le droit français et soumise à la loi sur les associations de 1901. Elle présente 7 domaines d'activités : nutrition et santé ; sécurité alimentaire et moyens d'existence ; eau, assainissement et hygiène ; santé mentale, pratique de soins, genre et protection ; travail de plaidoyer ; gestion des risques et désastres ; recherche.



Créée en 1961, elle a son siège social à Londres, et il existe une antenne en France. Elle est régie par le droit de la common law et soumise au statut des fondations. Elle présente 9 domaines d'activité : protection de la liberté d'expression ; lutte contre la peine de mort et la torture ; protection des droits des réfugiés et des migrants ; lutte contre les discriminations ; protection des populations lors des conflits armés ; contrôle des armes ; protection des droits sexuels et reproductifs ; responsabilité des entreprises ; justice internationale et impunité.



Créée en 1971, elle a son siège social à Amsterdam avec une antenne en France. Elle est soumise au droit allemand et soumise au statut des associations enregistrées de droit allemand. Elle présente plusieurs domaines d'activités comme la lutte contre les essais nucléaires ; la pollution chimique ; le réchauffement climatique ; la déforestation ; la surpêche ; la chasse à la baleine ; le génie génétique.